

Les massacres, instrument politique d'éradication des peuples colonisés

La "responsabilité" des hommes politiques de la France coloniale dans les massacres des populations perpétrés en Algérie depuis le début de la colonisation était au centre des débats qui ont réuni dimanche à Alger des historiens algériens, français et allemands.

Lors d'une journée dédiée à l'histoire et à la commémoration des massacre du 8 mai 1945, organisée dans le cadre du 20ème Salon international du livre d'Alger (Sila), des universitaires ont expliqué l'idéologie coloniale d'"éradication" des populations locales dans les colonies de peuplement.

Pas moins de "800 000 enfants" ont été assassinés en moins de quatre ans lors d'innombrables massacres et exactions de l'armée coloniale afin, selon l'universitaire Mohamed Abbas, de "remplacer" les autochtones par une population de colons.

L'historien français Alain Ruscio a pour sa part exposé cette idéologie d'éradication

considérée comme un "facteur commun" à tout l'empire colonial français où la pratique de la torture, le bombardement au napalm, les exécutions sommaires et la guillotine étaient des pratiques "courantes et approuvées" par les gouvernements de l'époque depuis le début du 19e siècle.

Au delà du cas de l'Algérie, la violence coloniale est perçue, par l'historien allemand Hermut Elsenhans, comme un "instrument de maintien des relations structurelles" dans un système politique imposé par le colonisateur refusant au colonisé "tout droit à la participation" à la vie politique dans une logique d'"éradication des élites".

Cette même idéologie est également évoquée par l'historienne française Claire Mauss-Copeaux qui a tenté dans ses entretiens avec plusieurs soldats du contingent de comprendre les causes des massacres de l'armée coloniale.

L'auteur de "Appelés en Algérie: la parole

confisquée" et de "Algérie, 20 août 1955" oeuvre pour la réhabilitation de la mémoire de tous les massacres commis en Algérie avant et après ceux du 8 mai 1945 dont celui de Oudjehane en mai 1956.

Pour l'historienne, il est aujourd'hui nécessaire de "reconnaître" les faits et les circonstances de tous les massacres commis depuis les enfumades de la Dahra en 1845 dans "l'écriture de l'histoire" pour sortir les témoins de cette horreur du "confinement du statut de victime", signalant que les archives militaires françaises restent une "source importante d'informations" sur cette époque.

Inauguré officiellement mercredi par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, le 20ème Sila se poursuit jusqu'au 7 novembre avec l'exposition de plus de 900 maisons d'édition et un large programme de conférences et table-rondes autour de la littérature, de l'édition et de l'histoire.

R. H.